

West-Vlaanderen/Flandre occidentale	
Klasse/Classe 1	13,1444 EUR
Klasse/Classe 2	13,4271 EUR
Klasse/Classe 3	13,5957 EUR
Klasse/Classe 4	13,8215 EUR
Klasse/Classe 5	14,0479 EUR
Klasse/Classe 6	14,3869 EUR
Klasse/Classe 7	14,7251 EUR
Klasse/Classe 8	15,1766 EUR
Klasse/Classe 9	15,5144 EUR
Klasse/Classe 10	15,9104 EUR
Klasse/Classe 11	16,3056 EUR

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 13 décembre 2020.

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 13 december 2020.

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[C – 2021/20167]

**20 JANVIER 2021. — Arrêté royal relatif à l'octroi d'un complément pour les travailleurs qui ont été mis en chômage temporaire en 2020**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

Le projet d'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à prévoir une indemnité en compensation de la perte (partielle) pour des travailleurs de la prime de fin d'année.

En principe, une prime de fin d'année est calculée en fonction du nombre de jours travaillés dans une période de référence déterminée. À la suite de la pandémie de coronavirus, de nombreux travailleurs ont été mis en chômage temporaire pour force majeure (ou parfois pour raisons économiques) en 2020. Le calcul de la prime de fin d'année est le plus souvent fixé dans une CCT applicable au secteur en question. Il se peut que cette CCT prévoit que des jours de chômage temporaire, suivant le motif du chômage temporaire, soient assimilés ou non à des jours de travail, et éventuellement jusqu'à un certain nombre de jours, et qu'ils donnent donc droit à la prime de fin d'année.

Les pouvoirs publics souhaitent compenser la perte pour les travailleurs d'une part substantielle de leur prime de fin d'année du fait d'avoir été mis en chômage temporaire à la suite de la pandémie de coronavirus. Il convient ici de faire remarquer que du chômage temporaire à la suite d'une fermeture collective (en raison de vacances), d'intempéries, de grève ou d'accident technique n'a pas de lien avec la pandémie de coronavirus et qu'il n'est donc, dans ce contexte, pas compensé.

Il en va de même pour le chômage temporaire pour force majeure lorsqu'un travailleur inapte au travail est déclaré apte au travail par sa mutuelle et que soit il conteste cette déclaration d'aptitude, soit il ne la conteste pas mais affirme être cependant temporairement inapte à poursuivre l'exercice de son emploi. Dans pareil cas, il sollicite entre-temps des allocations de chômage temporaire. Cette forme de force majeure n'a pas non plus de lien avec la pandémie de coronavirus.

Le Conseil d'État se pose la question de savoir si le fait que l'indemnité/le complément en question n'est pas octroyé(e) aux chômeurs complets, n'enfreint pas le principe d'égalité.

Comme indiqué plus haut, le complément constitue une compensation pour la perte (partielle) de la prime de fin d'année. La prime de fin d'année est octroyée aux personnes qui étaient/sont liées par un contrat de travail. Les périodes de chômage complet ne donnent, en revanche, pas droit à une prime de fin d'année. Les travailleurs concernés en l'espèce, sont ceux qui, il est vrai, sont liés par un contrat de travail, mais qui pendant des périodes déterminées n'ont pas pu travailler car leur contrat de travail a été suspendu pour force majeure ou raisons économiques à la suite de la pandémie de coronavirus.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[C – 2021/20167]

**20 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit betreffende het toekennen van een toeslag voor werknemers die in 2020 tijdelijk werkloos werden gesteld**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het ontwerpbesluit dat ik de eer heb voor te leggen ter ondertekening aan Uwe Majesteit heeft tot doel te voorzien in een vergoeding ter compensatie voor het (gedeeltelijk) verlies van de eindejaarspremie voor werknemers.

Een eindejaarspremie wordt normaliter berekend in functie van het aantal gewerkte dagen in een bepaalde referentieperiode. Ingevolge de coronapandemie zijn talrijke werknemers in 2020 tijdelijk werkloos gesteld wegens overmacht (of soms wegens economische redenen). De berekening van de eindejaarspremie wordt doorgaans vastgesteld in een cao die geldt voor de sector in kwestie. Het kan gebeuren dat in die cao dagen van tijdelijke werkloosheid, in functie van het motief van de tijdelijke werkloosheid, al dan niet, en eventueel ten belope van een aantal dagen, worden gelijkgesteld met gewerkte dagen, en dus het recht op de eindejaarspremie openen.

De overheid wil de werknemers compenseren die een substantieel deel van hun eindejaarspremie verliezen doordat ze tijdelijk werkloos werden gesteld als gevolg van de coronapandemie. We merken daarbij op dat tijdelijke werkloosheid als gevolg van een collectieve sluiting (wegens vakantie), van slecht weer, staking of technische storing geen verband houdt met de coronapandemie en in deze context dus niet wordt gecompenseerd.

Hetzelfde kan worden gezegd van tijdelijke werkloosheid wegens overmacht wanneer een arbeidsongeschikte werknemer door zijn mutualiteit geschikt wordt verklaard en, ofwel deze geschiktheidsverklaring betwist, ofwel deze geschiktheidsverklaring niet betwist, maar wél stelt dat hij voorlopig ongeschikt is om zijn dienstbetrekking verder uit te oefenen. In zo een geval vraagt hij ondertussen tijdelijke werkloosheidsuitkeringen. Deze vorm van overmacht houdt evenmin verband met de coronapandemie.

De Raad van State stelt zich de vraag of het feit dat de vergoeding/toeslag in kwestie niet aan volledig werklozen wordt toegekend, het gelijkheidsbeginsel niet schendt.

Zoals hierboven gesteld, vormt de toeslag een compensatie voor het (gedeeltelijk) verlies van de eindejaarspremie. De eindejaarspremie wordt toegekend aan personen die waren/zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst. Periodes van volledige werkloosheid openen daarentegen geen recht op een eindejaarspremie. De in casu getroffen werknemers zijn diegenen die weliswaar verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst, maar die gedurende bepaalde periodes niet hebben kunnen werken omdat hun arbeidsovereenkomst was geschorst wegens overmacht of economische redenen, als gevolg van de coronapandemie.

Ces travailleurs mis en chômage temporaire ne doivent pas être comparés à des chômeurs complets qui, pour les périodes de chômage complet, ne pouvaient en général pas faire valoir un droit à une prime de fin d'année.

Les chômeurs complets ont bénéficié/bénéficié aussi d'une compensation octroyée d'une autre manière. Les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations de chômage (après du travail) voient, en principe, leurs allocations diminuer au fil du temps (la « dégressivité »). Pour ces chômeurs complets, la « dégressivité » est gelée pendant la période à partir du 1<sup>er</sup> avril 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 inclus (susceptible d'être encore prolongée). Leurs allocations ne diminuent donc pas.

Les chômeurs complets qui bénéficient d'allocations d'insertion (après leurs études), perdent normalement le droit aux allocations après 36 mois (prolongés dans certains cas). Pour le calcul de ce « droit de base » de 36 mois, il n'est pas tenu compte, en raison de la pandémie de coronavirus, de la période à partir du 1<sup>er</sup> avril 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 inclus (susceptible d'être encore prolongée).

Le Conseil d'État demande également la raison pour laquelle une compensation est seulement octroyée au-delà de 52 allocations.

Le gouvernement souhaite uniquement compenser la perte d'une prime de fin d'année pour les travailleurs qui sont substantiellement lésés par la pandémie de coronavirus. Nous constatons tout d'abord que la plupart des CCT qui régissent le droit à une prime de fin d'année, prévoient un certain nombre de jours de chômage temporaire assimilés à des jours travaillés. À la suite de cette assimilation, il n'est donc, dans de nombreux cas, pas question d'une perte et il n'y a donc pas lieu non plus de compenser.

À titre d'exemple: dans la commission paritaire (CP) 102.03, 75 jours de chômage assimilés, 50 jours dans la CP 130, 60 jours dans la CP 142.01, 40 jours dans la CP 149.03, 30 jours dans la CP 214...

Il a été décidé d'octroyer une compensation à ces travailleurs qui étaient en chômage temporaire pendant plus de deux mois (= plus de 52 jours en R6) dans une période de référence déterminée. Cela correspond à une moyenne du nombre de jours de chômage qui, dans plusieurs secteurs, est de toute manière assimilé à des jours travaillés et pour lesquels il n'y a donc pas lieu d'octroyer une compensation.

La période de référence court de mars à novembre 2020 inclus. La pandémie de coronavirus a débuté en mars. Pour qu'un paiement soit possible en décembre, il ne peut aussi uniquement être tenu compte que des périodes de chômage temporaire jusqu'au mois de novembre inclus.

Chaque secteur prévoit des règles différentes en matière de nombre de jours assimilés, de motif de chômage temporaire, de modalités d'assimilation... En pratique, il est impossible de tenir compte de la spécificité de chaque secteur et, dans le même temps, de procéder rapidement au paiement de la compensation. Un paiement au moment du versement de la prime de fin d'année ordinaire (c'est-à-dire au mois de décembre, un mois où de nombreuses familles ont des dépenses supplémentaires) ne peut être concilié avec une compensation exacte de chaque perte subie. En effet, cela exigerait que chaque travailleur introduise une demande d'allocations individuelle. Ensuite, un contrôle de la situation individuelle de chaque travailleur devrait être effectué en fonction de la CCT applicable. L'Office national de l'emploi a calculé que le contrôle de plus de 300.000 dossiers durerait environ deux mois si tous les travailleurs des services compétents s'y consacraient à temps plein. Cela est irréaliste. Si ces services y consacraient exclusivement 20 % de leur temps, cela leur prendrait dix mois, ce qui rend impossible tout paiement rapide.

L'on ne peut pas attendre des pouvoirs publics qu'ils règlent de façon précise la situation individuelle de chaque individu. Ils ne peuvent régler cette situation que de manière globale et approximative. Compte tenu des difficultés relatives à la mise en œuvre pratique, liées à la condition de paiement rapide, ainsi que des régimes spécifiques prévus dans chacune des CCT, dans lesquelles un certain nombre de jours de chômage temporaire est de toute manière assimilé, il n'est pas déraisonnable de prévoir uniquement une compensation à partir d'un nombre de jours déterminé, qui reflète en moyenne la réalité sur le terrain et qui a été fixé forfaitairement.

Pour ces mêmes raisons, 10 euros ont dès lors été octroyés forfaitairement par allocation de chômage temporaire (au-delà de 52 allocations). Le montant ne peut toutefois pas être inférieur à 150 euros. Lorsque les pouvoirs publics versent un complément, le montant de ce dernier doit être proportionnel au coût administratif et ne peut pas non plus être insignifiant.

Plusieurs définitions sont reprises à l'article 1er.

Le principe du complément est défini à l'article 2: pour chaque allocation de chômage temporaire au-delà de 52 allocations dans la période de mars à novembre 2020 inclus, le chômeur temporaire reçoit 10 euros, avec un minimum de 150 euros. Pour les chômeurs temporaires qui bénéficient de demi-allocations, un régime distinct est prévu.

Deze tijdelijk werkloos gestelde werknemers zijn niet te vergelijken met volledig werklozen, die voor de periodes van volledige werkloosheid in het geheel geen recht op een eindejaarspremie konden doen gelden.

De volledig werklozen werden/worden ook op een andere manier gecompenseerd. Volledig werklozen die werkloosheidsuitkeringen genieten (na arbeid) zien normaal hun uitkeringen na verloop van tijd dalen (de "degressiviteit"). Voor die volledig werklozen wordt de "degressiviteit" bevroren gedurende de periode vanaf 1 april 2020 tot en met 31 december 2020 (mogelijk nog te verlengen). Zij zien hun uitkeringen dus niet dalen.

Volledig werklozen die inschakelingsuitkeringen genieten (na studies), verliezen normaal na 36 maanden het recht op uitkeringen (in bepaalde gevallen verlengd). Voor de berekening van dit "basisrecht" van 36 maanden wordt er, als gevolg van de coronapandemie, geen rekening gehouden met de periode vanaf 1 april 2020 tot en met 31 december 2020 (mogelijk nog te verlengen).

De Raad van State vraagt ook waarom er slechts vanaf meer dan 52 uitkeringen een compensatie wordt gegeven.

De overheid wil het verlies aan eindejaarspremie slechts compenseren voor werknemers die substantieel zijn benadeeld door de coronapandemie. We stellen vooreerst vast dat in het merendeel van de cao's die het recht op de eindejaarspremie regelen, er een aantal dagen tijdelijke werkloosheid wordt gelijkgesteld met gewerkte dagen. Ingevolge die gelijkstelling is er dan ook in talrijke gevallen geen sprake van een verlies en dient er dus ook niet te worden gecompenseerd.

Bij wijze van voorbeeld: in het paritair comité (PC) 102.03 worden 75 dagen werkloosheid gelijkgesteld, in PC 130 50 dagen, in 142.01 60 dagen, in 149.03 40 dagen, in 214 30 dagen, enz.

Er is beslist om die werknemers die meer dan 2 maanden (= meer dan 52 dagen in R6) tijdelijk werkloos waren in een bepaalde referentieperiode, een compensatie te geven. Dat komt overeen met een gemiddelde van het aantal dagen werkloosheid dat in verschillende sectoren sowieso wordt gelijkgesteld met gewerkte dagen en waarvoor dus ook geen compensatie moet worden gegeven.

De referentieperiode loopt vanaf maart tot en met november 2020. De coronapandemie ving aan in maart. Om een betaling in december mogelijk te maken, kan ook slechts rekening worden gehouden met periodes van tijdelijke werkloosheid tot en met november.

Elke sector voorziet andere regels qua aantal dagen gelijkstelling, motief van tijdelijke werkloosheid, modaliteiten van gelijkstelling, ... Het is in de praktijk onmogelijk om met de specificiteit van elke sector rekening te houden en tegelijk toch snel over te gaan tot een betaling van de compensatie. Een betaling op het tijdstip van de gewone eindejaarspremie (d.i. december, een maand waarin vele gezinnen extra kosten hebben) is niet te verzoenen met een exacte compensatie van elk geleden verlies. Dat zou immers een individuele uitkeringsaanvraag door elke werknemer vereisen, waarna een controle van de individuele situatie van die werknemer in functie van de toepasselijke cao zou dienen te gebeuren. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening heeft berekend dat het controleren van meer dan 300.000 dossiers +/- twee maanden zou vereisen indien alle werknemers van de bevoegde diensten er zich voltijds mee bezig zouden houden. Dat is onrealistisch. Indien deze diensten zich 20 % van hun tijd enkel en alleen met deze dossiers zouden bezighouden, hebben ze tien maanden nodig, wat een snelle betaling onmogelijk zou maken.

Van de overheid kan niet worden verwacht dat hij de individuele situatie van elk individu exact regelt. Hij kan die situatie ook globaal en bij benadering regelen. Rekening houdend met de moeilijkheden inzake de praktische uitvoering, gekoppeld aan de vereiste om snel te kunnen betalen, en met de specifieke regelingen in elke aparte cao, waarin telkens een aantal dagen tijdelijke werkloosheid sowieso zijn gelijkgesteld, is het niet onredelijk om slechts een compensatie te voorzien vanaf een bepaald aantal dagen, dat gemiddeld de realiteit op het terrein weergeeft en dat forfaitair werd vastgesteld.

Om dezelfde reden wordt er dan ook forfaitair 10 euro toegekend per uitkering tijdelijke werkloosheid (boven 52 uitkeringen). Het bedrag kan evenwel niet lager zijn dan 150 euro. Wanneer de overheid een toeslag uitbetaalt, moet het bedrag ervan in verhouding zijn tot de administratieve kost en kan het ook niet de bedoeling zijn dat het bedrag in de praktijk onbetekenend is.

In artikel 1 zijn een aantal definities opgenomen.

In artikel 2 wordt het principe van de toeslag vastgelegd: voor elke uitkering tijdelijke werkloosheid boven 52 uitkeringen in de periode van maart tot en met november 2020, krijgt de tijdelijk werkloze 10 euro toegekend, met een minimum van 150 euro. Voor tijdelijk werklozen die halve uitkeringen genieten, is er een aparte regeling voorzien.

Les articles 3 à 7 définissent la procédure applicable. L'article 5 dispose que les organismes de paiement peuvent payer le complément à partir du 15 décembre 2020.

Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2020.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

Conseil d'Etat,  
section de législation

Avis 68.524/1 du 23 décembre 2020 sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'octroi d'un complément pour les travailleurs qui ont été mis en chômage temporaire en 2020'

Le 16 décembre 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre du Travail à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'octroi d'un complément pour les travailleurs qui ont été mis en chômage temporaire en 2020'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 22 décembre 2020. La chambre était composée de Chantal BAMPs, conseiller d'Etat, président, Pierre BARRA et Koen MUYLLE, conseillers d'Etat, Michel TISON et Bruno PEETERS, assesseurs, et Greet VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Chantal BAMPs, conseiller d'Etat.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 décembre 2020.

\*

1. Conformément à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée dans la demande d'avis comme suit :

« L'urgence est motivée par la fixation de la date d'entrée en vigueur du complément visé dans l'arrêté au 15 décembre 2020. Dans un souci de sécurité juridique, l'arrêté royal doit être publié le plus rapidement possible ».

Il y a lieu d'observer que l'article 84, § 1er, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat prescrit que, lorsque, par application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, de ces lois, l'urgence est invoquée pour une demande d'avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis est reproduite dans le préambule de l'arrêté.

Le préambule du projet, qui vise encore le 2° au lieu du 3° de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, ne contient aucune motivation justifiant le caractère urgent de la demande d'avis. Il conviendra d'y remédier.

\*

2. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

\*

#### PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

3. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'instaurer un complément octroyé à celui qui a été au moins 53 jours en chômage temporaire pendant la période de mars 2020 à novembre 2020.

De artikelen 3 tot 7 bepalen de toepasselijke procedure. Artikel 5 bepaalt dat de uitbetalingsinstellingen de toeslag kunnen betalen vanaf 15 december 2020.

Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 december 2020.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE

Raad van State,  
afdeling Wetgeving

Advies 68.524/1 van 23 december 2020 over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het toekennen van een toeslag voor werknemers die in 2020 tijdelijk werkloos werden gesteld'

Op 16 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Werk verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het toekennen van een toeslag voor werknemers die in 2020 tijdelijk werkloos werden gesteld'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 22 december 2020. De kamer was samengesteld uit Chantal BAMPs, staatsraad, voorzitter, Pierre BARRA en Koen MUYLLE, staatsraden, Michel TISON en Bruno PEETERS, assessoren, en Greet VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jonas RIEMSLAGH, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Chantal BAMPs, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 december 2020.

\*

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling in de adviesaanvraag gemotiveerd als volgt:

“L'urgence est motivée par la fixation de la date d'entrée en vigueur du complément visé dans l'arrêté au 15 décembre 2020. Dans un souci de sécurité juridique, l'arrêté royal doit être publié le plus rapidement possible.”

Er dient te worden opgemerkt dat in artikel 84, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, wordt voorgeschreven dat, wanneer met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van die wetten, om een spoedbehandeling van een adviesaanvraag over een ontwerp van réglementair besluit wordt verzocht, de motivering van het spoedeisende karakter, die in de adviesaanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van het besluit wordt overgenomen.

De aanhef van het ontwerp, waarin nog wordt verwezen naar 2° in plaats van 3° van artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, bevat geen motivering ter staving van het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag. Daaraan zal moeten worden verholpen.

\*

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

\*

#### STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

3. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot de invoering van een toeslag die wordt toegekend aan wie in de periode van maart 2020 tot november 2020 minstens 53 dagen tijdelijk werkloos was.

4. Le régime en projet trouve un fondement juridique dans l'article 7, § 1er, alinéa 3, i), et § 1er octies, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 'concernant la sécurité sociale des travailleurs' auquel fait référence le premier alinéa du préambule du projet.

#### EXAMEN DU TEXTE

##### OBSERVATION GÉNÉRALE

5. Le projet prévoit uniquement un complément pour les personnes qui étaient en chômage temporaire pendant la période de mars 2020 à novembre 2020.

Conformément à l'article 1er, 2°, du projet, on entend par chômeur temporaire « le travailleur dont les prestations de travail sont temporairement réduites ou suspendues en application des articles 26, 51 ou 77/4, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, pour autant que le chômage temporaire ne soit pas la conséquence d'une suspension de l'exécution du contrat de travail pour force majeure due à l'incapacité au travail du travailleur ».

Le bénéficiaire du régime en projet doit avoir bénéficié d'au moins 53 allocations entières ou demi-allocations pendant la période de mars 2020 à novembre 2020. Une fois cette condition réalisée, un complément de 150 euros est immédiatement octroyé au travailleur s'il s'agit d'allocations entières ou de 75 euros s'il s'agit de demi-allocations. (1) Ce montant est augmenté de respectivement 10 et 5 euros par jour à partir du soixante-huitième jour de chômage temporaire (article 2, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du projet).

5.1. En premier lieu se pose la question de la compatibilité du régime en projet avec le principe d'égalité dans la mesure où le complément n'est octroyé qu'aux personnes qui étaient en chômage temporaire pendant la période de mars 2020 à novembre 2020, mais pas aux personnes qui étaient en chômage définitif pendant la même période.

Selon la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, une différence de traitement ne peut se concilier avec les principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination que si cette différence repose sur un critère objectif et si elle est raisonnablement justifiée. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure concernée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. (2)

À cet égard, il faut observer que le Conseil d'État, section de législation, s'est déjà montré critique dans des avis antérieurs concernant des suppléments et des compléments d'allocations qui ne sont octroyés qu'à un groupe de bénéficiaires d'allocations déterminé, parce qu'ils sont censés être spécifiquement touchés par la crise du coronavirus. Ainsi, dans l'avis 67.140/1, une réserve a été formulée à propos du régime « [augmentant] le montant de l'allocation de chômage (...) de 5 euros par jour, pour autant que le chômage temporaire ne soit pas la conséquence d'une suspension de l'exécution du contrat de travail pour cause de force majeure qui est due à l'incapacité au travail du travailleur. Une différence de traitement est ainsi créée entre les chômeurs indemnisés, selon qu'ils remplissent cette condition ou non ». (3) Dans l'avis 67.911/1, le Conseil s'interrogeait par ailleurs sur une indemnité supplémentaire qui ne s'appliquait qu'à « certaines personnes ayant cessé leur activité au plus tôt le 1<sup>er</sup> mars 2020. Pendant la durée de validité du régime en projet, elles reçoivent une indemnité plus élevée que des personnes se trouvant dans une situation identique, mais dont la situation a déjà débuté avant le 1<sup>er</sup> mars 2020 ». (4)

Interrogé à ce sujet, le délégué a déclaré ce qui suit :

« Zoals gesteld in [de toelichting bij de spoedeisendheid van de adviesaanvraag] is de bedoeling om het verlies aan eindejaarspremie te compenseren. Een eindejaarspremie wordt betaald aan personen die werken (verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst) en niet aan volledig werklozen.

Tijdelijk werklozen zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst. Door de uitzonderlijke coronapandemie zijn ze gedurende een bepaalde periode tijdelijk werkloos gesteld op overmachtsgronden. Dergelijke periodes worden niet altijd – of toch niet voor de volledige periode van tijdelijke werkloosheid – gelijkgesteld met gewerkte dagen. Deze werknemers verliezen daardoor dus een deel van hun premie.

Een beetje cru gesteld, valt er voor volledig werklozen niets te compenseren, aangezien zij ab initio geen recht hadden op een eindejaarspremie.

We merken nog op dat de stelsels van volledige werkloosheid en van tijdelijke werkloosheid toch wel fundamenteel van elkaar verschillen en dat voor volledig werklozen andere compensatiemechanismen werden uitgewerkt. Daarbij denken we onder meer aan de tijdelijke bevrozing van de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen en van het opschuiven van de einddatum van het recht op inschakelingsuitkeringen (KB 23.04.2020, art. 4 en 5 – BS 30.04.2020, ondertussen al verschillende keren verlengd).

4. De ontworpen regeling ontleent rechtsgrond aan artikel 7, § 1, derde lid, i), en § 1 octies, van de besluitwet van 28 december 1944 'betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders', waaraan wordt gerefereerd in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp.

#### ONDERZOEK VAN DE TEKST

##### ALGEMENE OPMERKING

5. Het ontwerp voorziet enkel in een toeslag voor personen die tijdelijk werkloos waren in de periode van maart 2020 tot november 2020.

Overeenkomstig artikel 1, 2°, van het ontwerp wordt onder tijdelijk werkloze verstaan "de werknemer wiens arbeidsprestaties tijdelijk verminderd of geschorst zijn in toepassing van de artikelen 26, 51 of 77/4, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, voor zover zijn tijdelijke werkloosheid niet het gevolg is van een schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wegens overmacht die veroorzaakt wordt door de arbeidsongeschiktheid van de werknemer".

De begunstigde van de ontworpen regeling moet minstens 53 volle of halve uitkeringen hebben genoten tijdens de periode van maart 2020 tot november 2020. Zodra dat het geval is wordt meteen een toeslag van 150 euro toegekend indien het volle uitkeringen betreft of 75 euro indien het halve uitkeringen betreft. (1) Dat bedrag stijgt met respectievelijk 10 en 5 euro per dag vanaf de achtenzestigste dag tijdelijke werkloosheid (artikel 2, §§ 1 en 2, van het ontwerp).

5.1. Vooreerst rijst de vraag omtrent de verenigbaarheid van de ontworpen regeling met het gelijkheidsbeginsel in zoverre de toeslag enkel wordt toegekend aan personen die zich in tijdelijke werkloosheid bevonden in de periode van maart 2020 tot november 2020, maar niet aan personen zich gedurende dezelfde periode definitief werkloos waren.

Volgens de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof is een verschil in behandeling slechts verenigbaar met de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, wanneer dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betrokken maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel. (2)

Daarbij moet worden opgemerkt dat de Raad van State, afdeling Wetgeving, zich in eerdere adviezen reeds kritisch heeft getoond voor toeslagen en aanvullingen bij uitkeringen die enkel worden toegekend aan een welbepaalde groep uitkeringsgerechtigden, bijvoorbeeld omdat wordt verondersteld dat zij specifiek worden geraakt door de coronacrisis. Zo werd in advies 67.140/1 een voorbehoud gemaakt bij de regeling waarbij "het bedrag van de werkloosheidsuitkering [wordt] per dag verhoogd met 5 euro, voor zover de tijdelijke werkloosheid niet het gevolg is van een schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wegens overmacht die veroorzaakt wordt door de arbeidsongeschiktheid van de werknemer. Op die wijze wordt een verschil in behandeling gecreëerd tussen uitkeringsgerechtigde werklozen, al naargelang zij al dan niet aan die voorwaarde voldoen." (3) In advies 67.911/1 werden dan weer vraagtekens geplaatst bij een aanvullende uitkering die enkel gold "ten aanzien van bepaalde personen die hun activiteit hebben stopgezet vanaf ten vroegste 1 maart 2020. Gedurende de geldigheidsduur van de ontworpen regeling ontvangen zij een hogere uitkering dan personen die zich in een zelfde toestand bevinden, maar waarvan die toestand reeds vóór 1 maart 2020 aanvatte." (4)

Hieromtrent ondervraagd verklaarde de gemachtigde het volgende: "Zoals gesteld in [de toelichting bij de spoedeisendheid van de adviesaanvraag] is de bedoeling om het verlies aan eindejaarspremie te compenseren. Een eindejaarspremie wordt betaald aan personen die werken (verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst) en niet aan volledig werklozen.

Tijdelijk werklozen zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst. Door de uitzonderlijke coronapandemie zijn ze gedurende een bepaalde periode tijdelijk werkloos gesteld op overmachtsgronden. Dergelijke periodes worden niet altijd – of toch niet voor de volledige periode van tijdelijke werkloosheid – gelijkgesteld met gewerkte dagen. Deze werknemers verliezen daardoor dus een deel van hun premie.

Een beetje cru gesteld, valt er voor volledig werklozen niets te compenseren, aangezien zij ab initio geen recht hadden op een eindejaarspremie.

We merken nog op dat de stelsels van volledige werkloosheid en van tijdelijke werkloosheid toch wel fundamenteel van elkaar verschillen en dat voor volledig werklozen andere compensatiemechanismen werden uitgewerkt. Daarbij denken we onder meer aan de tijdelijke bevrozing van de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen en van het opschuiven van de einddatum van het recht op inschakelingsuitkeringen (KB 23.04.2020, art. 4 en 5 – BS 30.04.2020, ondertussen al verschillende keren verlengd).

Bij het vergelijken van de stelsels moet er dus worden gekeken naar het totale plaatje van compensaties, en niet enkel naar dit ontwerp ».

5.2. Par ailleurs, force est de constater que le montant du complément n'est pas tout à fait proportionné au nombre de jours de chômage temporaire durant la période de mars 2020 à novembre 2020. Ainsi, aucun complément n'est octroyé pour les 52 premiers jours, un montant de respectivement 150 et 75 euros est octroyé à partir du cinquante-troisième jour, montant qui augmente à partir du soixante-huitième jour de façon linéaire par jour supplémentaire de chômage temporaire.

Le délégué a commenté cette différence comme suit :

« De 'sprong' heeft te maken met het doel van de compensatie en de aard van de gelijkstellingen die zijn opgenomen in cao's.

Aard recht op de eindejaarspremie wordt geregeld in talrijke cao's. De premie wordt berekend in functie van een aantal gewerkte dagen in het bedoelde jaar. Deze cao's voorzien meestal in een gelijkstelling van dagen tijdelijke werkloosheid met gewerkte dagen, maar vaak is dat beperkt tot een aantal dagen. Indien een werknemer dus een beperkt aantal dagen tijdelijk werkloos is, heeft dat in de regel geen negatieve gevolgen voor zijn premie.

De bedoeling van de compensatie is dus niet om te compenseren voor gelijkstellingen (en dus een niet verlies van de eindejaarspremie) die al voorzien zijn in de cao in kwestie, maar om te compenseren waar de cao in de regel niet compenseert. Elke cao is evenwel anders (bedragen, doelgroep, modaliteiten, gelijkstellingen, ...), maar het is praktisch onmogelijk om rekening te houden met alle specificiteiten van de cao's in kwestie. Er is dus een grens bepaald vanaf wanneer de gemeenschap zal overgaan tot compensatie. Dat is het geval wanneer er een substantieel aantal dagen tijdelijke werkloosheid is, concreet meer dan 52 dagen (gerekend in R6) of meer dan twee maanden. Dat is een gemiddelde van het aantal dagen dat doorgaans wordt gelijkgesteld in de verschillende cao's. De overheid handelt niet onredelijk door de notie 'substantieel' op die wijze in te vullen.

Volgens rechtspraak van het Grondwettelijk Hof kan van de wetgever niet worden verlangd dat hij de individuele situatie van elke persoon regelt, maar volstaat het dat hij de problematiek op een voldoende benaderende wijze regelt, zonder daarmee het gelijkheidsbeginsel te schenden. Dat is hier dus gebeurd door een grens te stellen waaronder wordt in de toepasselijke regeling van de eindejaarspremie zelf. "de benadeling niet substantieel is en waaronder deze veelal gecompenseerd ».

5.3. Les justifications invoquées par le délégué dépendent, notamment, d'une comparaison avec d'autres mesures prises dans le cadre des allocations de chômage et avec les modalités de règlement de la prime de fin d'année dans de nombreuses conventions collectives de travail.

Le Conseil d'État n'est toutefois pas en mesure, certainement pas dans le cadre de la présente demande d'avis urgente, de cerner les éléments de faits nécessaires pour pouvoir déterminer de manière concluante si la motivation donnée par le délégué est suffisante au regard du principe constitutionnel d'égalité. Il faut dès lors émettre une réserve sur ce point.

Eu égard à son importance pour la validité du régime en projet, il est recommandé de publier en même temps que l'arrêté envisagé un rapport au Roi commentant les principaux éléments des objectifs ainsi que la justification du régime en projet.

#### OBSERVATION PARTICULIÈRE

##### Article 6

6. L'article 6, alinéa 2, du projet vise « les paiements reçus par le chômeur temporaire ou complet ». Le délégué a déclaré qu'il s'agit d'une erreur et que le projet ne concerne que le chômeur temporaire.

Sous réserve de l'observation formulée à propos du principe d'égalité, l'article 6, alinéa 2, du projet doit être adapté en conséquence.

Le greffier,  
Greet VERBERCKMOES

Le président  
Chantal BAMPS

##### Notes

1 L'article 2, § 3, contient un dispositif pour le travailleur qui a bénéficié en partie d'allocations entières et en partie de demi-allocations.

2 Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle. Voir par exemple : C.C., 17 juillet 2014, n° 107/2014, B.12; C.C., 25 septembre 2014, n° 141/2014, B.4.1; C.C., 30 avril 2015, n° 50/2015, B.16; C.C., 18 juin 2015, n° 91/2015, B.5.1; C.C., 16 juillet 2015, n° 104/2015, B.6; C.C., 16 juin 2016, n° 94/2016, B.3.

3 Avis C.E.67.140/1 du 27 mars 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 30 mars 2020 'visant à adapter les procédures dans le cadre du chômage temporaire dû au virus COVID-19 et à modifier l'article 10 de

Bij het vergelijken van de stelsels moet er dus worden gekeken naar het totale plaatje van compensaties, en niet enkel naar dit ontwerp."

5.2. Daarnaast moet worden vastgesteld dat het bedrag van de toeslag niet volledig in verhouding staat tot het aantal dagen tijdelijke werkloosheid in de periode van maart 2020 tot november 2020. Zo wordt voor de eerste 52 dagen geen toeslag toegekend, wordt vanaf de drieënvijftigste dag respectievelijk 150 en 75 euro toegekend en stijgt vanaf de achteenzestigste dag dat bedrag lineair per extra dag tijdelijke werkloosheid.

Door de gemachtigde werd dit onderscheid als volgt toegelicht:

"De 'sprong' heeft te maken met het doel van de compensatie en de aard van de gelijkstellingen die zijn opgenomen in cao's.

Het recht op de eindejaarspremie wordt geregeld in talrijke cao's. De premie wordt berekend in functie van een aantal gewerkte dagen in het bedoelde jaar. Deze cao's voorzien meestal in een gelijkstelling van dagen tijdelijke werkloosheid met gewerkte dagen, maar vaak is dat beperkt tot een aantal dagen. Indien een werknemer dus een beperkt aantal dagen tijdelijk werkloos is, heeft dat in de regel geen negatieve gevolgen voor zijn premie.

De bedoeling van de compensatie is dus niet om te compenseren voor gelijkstellingen (en dus een niet verlies van de eindejaarspremie) die al voorzien zijn in de cao in kwestie, maar om te compenseren waar de cao in de regel niet compenseert. Elke cao is evenwel anders (bedragen, doelgroep, modaliteiten, gelijkstellingen, ...), maar het is praktisch onmogelijk om rekening te houden met alle specificiteiten van de cao's in kwestie. Er is dus een grens bepaald vanaf wanneer de gemeenschap zal overgaan tot compensatie. Dat is het geval wanneer er een substantieel aantal dagen tijdelijke werkloosheid is, concreet meer dan 52 dagen (gerekend in R6) of meer dan twee maanden. Dat is een gemiddelde van het aantal dagen dat doorgaans wordt gelijkgesteld in de verschillende cao's. De overheid handelt niet onredelijk door de notie 'substantieel' op die wijze in te vullen.

Volgens rechtspraak van het Grondwettelijk Hof kan van de wetgever niet worden verlangd dat hij de individuele situatie van elke persoon regelt, maar volstaat het dat hij de problematiek op een voldoende benaderende wijze regelt, zonder daarmee het gelijkheidsbeginsel te schenden. Dat is hier dus gebeurd door een grens te stellen waaronder wordt in de toepasselijke regeling van de eindejaarspremie zelf. "de benadeling niet substantieel is en waaronder deze veelal gecompenseerd ».

5.3. De door de gemachtigde aangevoerde verantwoordingen hangen af van, onder meer, een vergelijking met andere maatregelen die in het kader van de werkloosheidsuitkeringen zijn genomen en met de wijze waarop de eindejaarspremie is geregeld in een veelheid van collectieve arbeidsovereenkomsten.

De Raad van State beschikt, zeker in het kader van onderhavige spoedadviesaanvraag, evenwel niet over het vereiste inzicht in de feitelijke omstandigheden om op sluitende wijze te kunnen beoordelen of de door de gemachtigde gegeven verantwoording volstaat in het licht van het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel. Hieromtrent moet dan ook een voorbehoud worden gemaakt.

Gelet op het belang ervan voor de rechtsgeldigheid van de ontworpen regeling verdient het aanbeveling om samen met het te nemen besluit, een verslag aan de Koning bekend te maken waarin de belangrijkste elementen van de doelstellingen en de verantwoording van de ontworpen regeling worden toegelicht.

#### BIJZONDERE OPMERKING

##### Artikel 6

6. In artikel 6, tweede lid, van het ontwerp wordt verwezen naar "de betalingen aan de tijdelijk of volledig werkloze". De gemachtigde verklaarde dat dit een vergissing betreft en dat het ontwerp enkel de tijdelijk werkloze betreft.

Onder voorbehoud van hetgeen is opgemerkt omtrent het gelijkheidsbeginsel, dient artikel 6, tweede lid, van het ontwerp dienovereenkomstig te worden aangepast.

De griffier,  
Greet VERBERCKMOES

De voorzitter,  
Chantal BAMPS

##### Nota's

1 Artikel 2, § 3, bevat een regeling voor de werknemer die deels volle en deels halve uitkeringen heeft genoten.

2 Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Zie bv.: GwH 17 juli 2014, nr. 107/2014, B.12; GwH 25 september 2014, nr. 141/2014, B.4.1; GwH 30 april 2015, nr. 50/2015, B.16; GwH 18 juni 2015, nr. 91/2015, B.5.1; GwH 16 juli 2015, nr. 104/2015, B.6; GwH 16 juni 2016, nr. 94/2016, B.3.

3 Adv.RvS 67.140/1 van 27 maart 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 30 maart 2020 'tot aanpassing van de procedures in het kader van tijdelijke werkloosheid omwille van het

l'arrêté royal du 6 mai 2019 modifiant les articles 27, 51, 52bis, 58, 58/3 et 63 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et insérant les articles 36sexies, 63bis et 124bis dans le même arrêté', observation 6.

4 Avis C.E. 67.911/1/V du 21 août 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 15 septembre 2020 'portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail', observation 5.

## 20 JANVIER 2021. — Arrêté royal relatif à l'octroi d'un complément pour les travailleurs qui ont été mis en chômage temporaire en 2020

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1er, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, et § 1octies, inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office National pour l'Emploi, donné le 12 novembre 2020;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 10 décembre 2020;

Vu l'accord du Secrétaire d'État du Budget, donné le 15 décembre 2020;

Vu l'urgence motivée par la fixation de la date d'entrée en vigueur du complément dans l'arrêté au 1<sup>er</sup> décembre 2020. Dans un souci de sécurité juridique, l'arrêté royal doit être publié le plus rapidement possible;

Vu l'avis 68.524/1 du Conseil d'État, donné le 23 décembre 2020 en application de l'article 84, § 1er, alinéa premier, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par:

1<sup>o</sup> arrêté chômage: l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

2<sup>o</sup> le chômeur temporaire : le travailleur dont les prestations de travail sont temporairement réduites ou suspendues en application des articles 26, 51 ou 77/4, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, pour autant que le chômage temporaire ne soit pas la conséquence d'une suspension de l'exécution du contrat de travail pour force majeure due à l'incapacité au travail du travailleur;

3<sup>o</sup> X: le nombre d'allocations entières dans le régime 6 jours dont le chômeur temporaire a bénéficié au cours de la période de mars 2020 à novembre 2020 en application des articles 106 à 107 de l'arrêté chômage;

4<sup>o</sup> Y: le nombre de demi-allocations dans le régime 6 jours dont le chômeur temporaire a bénéficié au cours de la période de mars 2020 à novembre 2020 en application de l'article 108 de l'arrêté chômage;

5<sup>o</sup>: l'Office: l'Office national de l'Emploi, visé à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

6<sup>o</sup> l'organisme de paiement: l'institution visée à l'article 17 de l'arrêté chômage.

**Art. 2.** § 1er. Le travailleur qui a bénéficié d'au moins 53 allocations entières en tant que chômeur temporaire au cours de la période de mars 2020 à novembre 2020, a droit à un complément aux allocations de chômage pour le dernier mois de 2020 pour lequel il a déjà bénéficié, au moment du premier paiement du complément, d'allocations de chômage temporaire, dont le montant est obtenu en appliquant la formule suivante:

$$(X - 52) * 10$$

Le montant ne peut toutefois pas être inférieur à 150 euros.

Covid-19-virus en tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 6 mei 2019 tot wijziging van de artikelen 27, 51, 52bis, 58, 58/3 en 63 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en tot invoeging van de artikelen 36sexies, 63bis en 124bis in hetzelfde besluit', opm. 6.

4 Adv.RvS 67.911/1/V van 21 augustus 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 15 september 2020 'houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten', opm. 5.

## 20 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit betreffende het toekennen van een toeslag voor werknemers die in 2020 tijdelijk werkloos werden gesteld

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961, en § 1octies, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting gegeven op 15 december 2020;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de toeslag in het besluit op 1 december 2020. Met het oog op de rechtszekerheid moet het koninklijk besluit zo snel mogelijk worden gepubliceerd;

Gelet op advies 68.524/1 van de Raad van State, gegeven op 23 december 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1<sup>o</sup> werkloosheidsbesluit: het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

2<sup>o</sup> de tijdelijk werkloze: de werknemer wiens arbeidsprestaties tijdelijk verminderd of geschorst zijn in toepassing van de artikelen 26, 51 of 77/4, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, voor zover zijn tijdelijke werkloosheid niet het gevolg is van een schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wegens overmacht die veroorzaakt wordt door de arbeidsongeschiktheid van de werknemer;

3<sup>o</sup> X: het aantal volle uitkeringen in het zesdagenstelsel dat de tijdelijk werkloze in de periode van maart 2020 tot november 2020 heeft genoten in toepassing van de artikelen 106 tot 107 van het werkloosheidsbesluit;

4<sup>o</sup> Y: het aantal halve uitkeringen in het zesdagenstelsel dat de tijdelijk werkloze in de periode van maart 2020 tot november 2020 heeft genoten in toepassing van artikel 108 van het werkloosheidsbesluit;

5<sup>o</sup>: de Rijksdienst: de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening bedoeld in artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

6<sup>o</sup> de uitbetalingsinstelling: de instelling bedoeld in artikel 17 van het werkloosheidsbesluit.

**Art. 2.** § 1er. De werknemer die tijdens de periode van maart 2020 tot november 2020 minstens 53 volle uitkeringen als tijdelijk werkloze heeft genoten, heeft recht op een toeslag bij de werkloosheidsuitkeringen voor de laatste maand van 2020 waarvoor hij op het ogenblik van de eerste betaling van de toeslag al tijdelijke werkloosheidsuitkeringen heeft genoten, waarvan het bedrag wordt verkregen door toepassing van de volgende formule:

$$(X - 52) * 10$$

Het bedrag mag evenwel niet lager zijn dan 150 euro.

§ 2. Le travailleur qui a bénéficié d'au moins 53 demi-allocations en tant que chômeur temporaire au cours de la période de mars 2020 à novembre 2020, a droit à un complément aux allocations de chômage pour le dernier mois de 2020 pour lequel il a déjà bénéficié, au moment du premier paiement du complément, d'allocations de chômage temporaire, dont le montant est obtenu en appliquant la formule suivante:

$$(Y - 52) * 5$$

Le montant ne peut toutefois pas être inférieur à 75 euros.

§ 3. Le travailleur qui a bénéficié d'un nombre d'allocation entières et de demi-allocations en tant que chômeur temporaire au cours de la période de mars 2020 à novembre 2020, dont le total est au moins égal à 53, a droit à un complément aux allocations de chômage pour le dernier mois de 2020 pour lequel il a déjà bénéficié, au moment du premier paiement du complément, d'allocations de chômage temporaire, dont le montant est obtenu en appliquant la formule suivante:

$$(X + Y - 52) * \{[10 * X / (X + Y)] + [5 * Y / (X + Y)]\}$$

Le montant ne peut toutefois pas être inférieur à  $[150 * X / (X + Y)] + [75 * Y / (X + Y)]$  euros.

§ 4. Le complément visé au présent article est considéré comme une allocation de chômage temporaire.

**Art. 3.** En application de l'article 146 de l'arrêté chômage, l'Office transmet une carte d'allocations provisoire à l'organisme de paiement.

Pour ce faire, il se base sur les paiements que l'organisme de paiement a effectués pour le chômeur temporaire et qui concernent les mois situés durant la période allant de mars à octobre 2020 inclus.

La carte d'allocations mentionne le montant du complément provisoire.

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 160 de l'arrêté chômage, l'organisme de paiement peut payer un complément provisoire au travailleur visé à l'article 2, sur la base de la carte d'allocations provisoire visée à l'article 3.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 161 de l'arrêté chômage, l'organisme de paiement peut payer le complément provisoire visé à l'article 4, à partir du 15 décembre 2020.

**Art. 6.** En application de l'article 146 de l'arrêté chômage, l'Office transmet une carte d'allocations définitive à l'organisme de paiement.

Pour ce faire, il se base sur les paiements faits au chômeur temporaire pour la période de mars 2020 à novembre 2020, lesquels ont été vérifiés une première fois en application de l'article 164, § 3, de l'arrêté chômage et n'ont fait l'objet d'aucune décision de récupération en application de l'article 169 de l'arrêté chômage.

La carte d'allocations mentionne le montant du complément définitif. Si le montant du complément définitif est inférieur au montant du complément provisoire, l'Office récupère la différence auprès du travailleur, mais le montant qu'il mentionne comme complément définitif sur la carte d'allocations est celui du complément provisoire.

**Art. 7.** Pour autant que le présent arrêté n'y déroge pas, les dispositions du Titre II, Chapitre V, sections 2 à 4, ainsi que les chapitres VII à IX, de l'arrêté chômage sont d'application.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2020.

**Art. 9.** Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,  
P.-Y. DERMAGNE

§ 2. De werknemer die tijdens de periode van maart 2020 tot november 2020 minstens 53 halve uitkeringen als tijdelijk werkloze heeft genoten, heeft recht op een toeslag bij de werkloosheidsuitkeringen voor de laatste maand van 2020 waarvoor op het ogenblik van de eerste betaling van de toeslag hij al tijdelijke werkloosheidsuitkeringen heeft genoten, waarvan het bedrag wordt verkregen door toepassing van de volgende formule:

$$(Y - 52) * 5$$

Het bedrag mag evenwel niet lager zijn dan 75 euro.

§ 3. De werknemer die tijdens de periode van maart 2020 tot november 2020 een aantal volle en halve uitkeringen als tijdelijk werkloze heeft genoten, waarvan het totaal minstens gelijk is aan 53, heeft recht op een toeslag bij de werkloosheidsuitkeringen voor de laatste maand van 2020 waarvoor op het ogenblik van de eerste betaling van de toeslag hij al tijdelijke werkloosheidsuitkeringen heeft genoten, waarvan het bedrag wordt verkregen door toepassing van de volgende formule:

$$(X + Y - 52) * \{[10 * X / (X + Y)] + [5 * Y / (X + Y)]\}$$

Het bedrag mag evenwel niet lager zijn dan  $[150 * X / (X + Y)] + [75 * Y / (X + Y)]$  euro.

§ 4. De toeslag bedoeld in dit artikel wordt beschouwd als een tijdelijke werkloosheidsuitkering.

**Art. 3.** In toepassing van artikel 146 van het werkloosheidsbesluit maakt de Rijksdienst een voorlopige uitkeringskaart over aan de uitbetalingsinstelling.

Hij baseert zich daarvoor op de betalingen die de uitbetalingsinstelling heeft verricht voor de tijdelijk werkloze en die betrekking hebben op de maanden gelegen in de periode vanaf maart tot en met oktober 2020.

De uitkeringskaart vermeldt het bedrag van de voorlopige toeslag.

**Art. 4.** In afwijking van artikel 160 van het werkloosheidsbesluit kan de uitbetalingsinstelling aan de werknemer bedoeld in artikel 2, een voorlopige toeslag betalen op basis van de voorlopige uitkeringskaart bedoeld in artikel 3.

**Art. 5.** In afwijking van artikel 161 van het werkloosheidsbesluit mag de uitbetalingsinstelling de voorlopige toeslag bedoeld in artikel 4, betalen vanaf 15 december 2020.

**Art. 6.** In toepassing van artikel 146 van het werkloosheidsbesluit maakt de Rijksdienst een definitieve uitkeringskaart over aan de uitbetalingsinstelling.

Hij baseert zich daarvoor op de betalingen aan de tijdelijk werkloze voor de periode van maart 2020 tot november 2020 die in toepassing van artikel 164, § 3, van het werkloosheidsbesluit een eerste keer zijn geverifieerd en waarvoor in toepassing van artikel 169 van het werkloosheidsbesluit geen beslissing tot terugvordering werd opgesteld.

De uitkeringskaart vermeldt het bedrag van de definitieve toeslag. Indien het bedrag van de definitieve toeslag lager is dan het bedrag van de voorlopige toeslag, vordert de Rijksdienst het verschil terug van de werknemer, maar vermeldt hij op de uitkeringskaart als bedrag van de definitieve toeslag het bedrag van de voorlopige toeslag.

**Art. 7.** Voor zover dit besluit er niet van afwijkt, zijn de bepalingen van Titel II, Hoofdstuk V, afdelingen 2 tot 4, en VII tot IX, van het werkloosheidsbesluit van toepassing.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 december 2020.

**Art. 9.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
P.-Y. DERMAGNE